

Vendredi 31 octobre 2008

**Abonnement à MoneyWeek : 01 44 59 91 16** (9h-12h  
14h-16h)**MONEYWEEK**

# Si les subventions désertaient l'éolien ?

Par **Ingrid Labuzan**, 31 octobre 2008

L'éolien est à la mode. Bruxelles, comme le "Grenelle de l'environnement", imposent de nouveaux quotas d'énergie renouvelable (ER) et d'éolien dans notre production totale d'électricité d'ici 2020. Pour l'instant, les ER ne représentent que 6,6% de notre consommation nationale d'énergie. Nous sommes en deuxième position en Europe en terme de production d'ER, derrière le champion allemand.

Pourtant, la part de vert sur notre production totale d'électricité a reculé depuis les années 1990. Ce n'est pas de la mauvaise volonté, mais cela est dû au fait que la progression de la consommation d'électricité a été supérieure à la production d'énergie verte.

On peut dès lors imaginer que si la production augmentait, la consommation ferait de même. Immédiatement, les conseils de notre mentor Jim Rogers – milliardaire spécialiste des matières premières – retentissent : si les fondamentaux de l'offre et de la demande sont bons, cela mérite sans doute un investissement. Or, il y aurait une demande pour de l'éolien.

Côté offre, la hausse de la production est impressionnante : en 2007, la production d'énergie éolienne a grimpé de 85%. Entre 2002 et 2007, elle a été multipliée par quatorze. Avec tout cela, la demande selon les critères écolos n'est même pas comblée. Ces perspectives laissent rêveur.

## Coup de folie

Notre enthousiasme est décuplé à la lecture d'articles affirmant que de plus en plus de pays veulent se mettre à l'éolien. La compagnie d'électricité tchèque a lancé en Roumanie, au début du mois, la construction de la plus grande ferme éolienne terrestre d'Europe. Elle devrait produire 600 MW, alors que la production éolienne actuelle de la Roumanie n'est que de 7 MW.

Les innovations sont également de mise. Dernière en date : les éoliennes *offshore*. Imaginez ces grands moulins à vent au large de l'île allemande de Borkum, en mer du Nord : le parc Alpha Ventus consistera en 12 éoliennes à 45 km du rivage. L'Allemagne cependant fait petit joueur face à l'Angleterre, qui veut 3 000 éoliennes dans la mer d'ici 2020. La Norvège, quant à elle, prévoit d'investir de 20 à 40 milliards d'euros dans l'*offshore*.

Résultat, les investisseurs s'emballent : Blackstone a mis un milliard d'euros dans le projet de parc éolien Meerwind en mer du Nord. Le Français Theolia change de stratégie. Le douzième producteur mondial d'énergie éolienne voudrait exploiter lui-même les parcs éoliens qu'il installe. Pourquoi ? Cela rapporte. Surtout depuis que l'Allemagne a annoncé une hausse de ses tarifs de rachat d'électricité éolienne. Ils vont passer en 2009 de 8,03 ct/kWh à 9,2 ct/kWh.

### **Du vent dans la tête**

La myriade de projets de parcs éoliens a créé une explosion de la demande chez les fabricants de turbines. Après des années de vaches maigres, le succès est au rendez-vous : les exploitants de parcs versent jusqu'à 25% du montant total du contrat en acompte, les commandes affluent à tel point que les délais de livraison sont passés à deux ans et le prix des machines a augmenté de 30 à 50% depuis 2006.

À choisir, mieux vaut donc miser sur les équipementiers que sur les exploitants. Ces derniers voient leur trésorerie plombée par la hausse du coût des éoliennes. Il ne faudrait pourtant pas se laisser abuser par cet emballement récent pour ce secteur. "La fabrication ne suit pas la demande. Presque tous les pays ont mis en place des mesures pour soutenir l'éolien, et il y a un vrai risque de pénurie de turbines", commente le P-dg de Theolia, Jean-Marie Santander.

L'idée d'une pénurie de turbines renforce votre envie d'investir dans les équipementiers ? Pourtant, ce qu'il faut retenir est le mot "soutenir". Le succès de l'éolien s'explique par les politiques incitatives de plusieurs pays. Si demain le gouvernement allemand décide de ne plus financer la filière, nous pourrions assister à des faillites.

Un retournement des gouvernements n'est pas à exclure. D'après l'Institut Montaigne, un *think tank* économique créé par Claude Bébéar, l'éolien pourrait créer un surcoût pour la collectivité – pour nous, les contribuables – d'un milliard d'euros = par an entre 2008-2020, puis de 2,5 milliards d'euros au-delà de 2020. L'auteur de l'étude, Vincent Bez, élève ingénieur au corps des mines, explique que le déploiement massif d'éoliennes ne se justifie pas au niveau environnemental, "dans un contexte français où la production d'électricité émet déjà très peu de CO2" et qu'il serait plus cher que

les autres sources d'électricité. Les éoliennes entraînent des "coûts de rééquilibrage", il faut utiliser de l'électricité traditionnelle pour pallier leur fonctionnement par intermittence.

L'éolien est un investissement opportuniste, risqué, sa rentabilité tenant à des subventions. Il n'est pas à l'abri d'un retournement de situation.

Publié dans [Conseils](#) | Plus d'articles par [Ingrid Labuzan](#)

Copyright © 2008 MoneyWeek. Tous droits réservés. Le contenu de ce site ne peut-être publié sans le consentement écrit de MoneyWeek.